



Juin 2019

## Démantèlement du réseau de la DGFIP Mobilisons – nous !

L'actualité est catastrophique pour la DGFIP et la fonction publique.

- **Le projet de loi de transformation de la fonction publique** est en passe d'être adopté : recours massif aux contractuels, remise en cause des CAP, suppression des CHS-CT, nouvelles sanctions, rupture conventionnelle, détachements d'office, mutations, carrières et promotion au bon vouloir des directeurs...
- **À la DGFIP, les cartes de la géographie revisitée** ont été dévoilées début juin et c'est bien le dynamitage de la DGFIP que l'on redoutait qui est annoncé, même si la propagande gouvernementale tente de faire croire le contraire.
- **Le rapport de la Cour des Comptes d'avril 2019** (Les systèmes d'information de la DGFIP et de la DGDDI) préconise des réformes qui vont toucher les DISI et les ESI. Deux recommandations sont particulièrement édifiantes : (n°7 : Réduire les effectifs affectés à l'assistance informatique de proximité des agents et n°9 : poursuivre le processus de resserrement du réseau des ESI).

Ces actualités sont bien sûr liées, la casse de nos statuts est un outil indispensable pour faciliter le démantèlement de la DGFIP.

### Projet de loi de transformation de la Fonction Publique :

Derrière ce projet c'est le statut général des fonctionnaires qui est attaqué. Après la réforme du code du travail, la suppression du statut des cheminots ... c'est au tour des fonctionnaires. Macron souhaite mettre en place un Nouveau Management Public en promouvant le recrutement massif de contractuels à tous les niveaux y compris aux postes de direction. C'est pour cela que le projet prévoit de déposséder les CAP de leurs principales prérogatives.

D'autres dispositions sont mises en place qui vont aussi dans ce sens : plan de départs volontaires, rémunérations au mérite, rupture conventionnelle, mobilité forcée ...

### La « géographie revisitée » du réseau DGFIP à la sauce Darmanin :

Le plan de casse du réseau de la DGFIP annoncé début juin et prévu d'ici 2022 est le même dans tous les départements :

- x Suppressions / fusions des services fiscaux (SIP, SIE, PCE, PCR, SPF)
- x Suppressions de toutes les Trésoreries. Création d'un nombre réduit de SGC par département (service de gestion comptable, en clair des back office / usines pour la gestion administrative)
- x Regroupement de la gestion des hôpitaux sur une seule Trésorerie hospitalière par département.

Le gouvernement mène une propagande honteuse en faisant croire qu'il augmente le nombre d'implantations de proximité. Ce ne sont pas les antennes / point de contact dans les Maisons France Services, avec des personnels qui ne seront plus de la DGFIP ... qui vont répondre aux besoins de services publics de proximité demandés par la

population ces derniers mois.

Illustration avec la Gironde : suppressions de 20 Trésoreries, disparition de 4 SIP, disparition de 3 SIE, déplacement de la Trésorerie du CHU de Bordeaux à Saint-Jean d'Ilac, regroupement de la gestion de tous les autres hôpitaux à Cadillac ... et volonté de créer au plus vite des agences comptables ...

La réalité c'est que ce plan va conduire à la suppression d'un millier de structures de proximité d'ici 2022 après les 700 déjà supprimées depuis 2012 !

Souignons aussi la volonté de la DGFIP de passer à l'étape supérieure en créant des agences comptables.

### **L'informatique à la DGFIP dans la tourmente également !**

Entre la fermeture des ADO pour 2020, la suppression/regroupement des AT en cours ... l'avenir s'assombrit. L'informatique est au service du réseau et des missions de la DGFIP. On aurait tort de penser que le démantèlement de la DGFIP sera sans conséquence sur ses services informatiques. L'assistance de proximité va être fortement sollicitée pour accompagner ce plan de casse du réseau alors que déjà les effectifs manquent. Les autres missions vont aussi être mises à mal avec les regroupements disparitions d'ESI ...

Où travaillerons-nous demain ? C'est bien la question à se poser face à ces projets.

Ce contexte général est bien celui de la libéralisation à marche forcée, de la remise en cause du modèle de service public à la française. Ce qui est poursuivi c'est bien la privatisation de certaines missions et la réduction massive des emplois de fonctionnaires.

La CGT estime que le moment est venu de se mobiliser dans l'action pour combattre ces projets. Partout où c'est possible elle appelle à se joindre au mouvement de grève dans la fonction publique le 27 juin. Dans plusieurs départements, des actions sont menées pour dénoncer et combattre ces projets. Elles se traduisent par des appels unitaires à la grève le 27/06.

A la DISI Sud-Ouest la CGT a considéré qu'un appel isolé ne créerait pas les conditions d'une mobilisation significative. Nous avons décidé dans un premier temps de sensibiliser nos collègues en les informant.

**Pour en débattre, et vous informer sur cette actualité DGFIP et fonction publique, nous vous invitons à participer aux HMI organisées à Bordeaux et Poitiers le mercredi 26 juin à 10h30.**

**Et n'hésitez à participer aux actions menées le 27 juin dans vos départements.**

**Participez aux HMI organisées par la CGT  
le mercredi 26 juin 2019 à 10h30 à  
l'ESI de BORDEAUX et l'ESI de POITIERS**